

Janvier - Février - Mars 2010

Réalisée du 18 au 27 janvier 2010

Vague 37

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr

ifop

Baromètre
des **TPE**

 FIDUCIAL



FIDUCIAL

- **FIDUCIAL**, est le leader des services pluridisciplinaires aux petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs. La mise en commun des savoir-faire au sein de FIDUCIAL lui ont permis d'acquérir une expertise complète dans les métiers du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, du conseil financier et de l'informatique. Elle propose aussi un ensemble de produits et de services pour le monde du bureau.
- Fiducial est aujourd'hui présente dans **78 pays** et compte plus de **13 000 collaborateurs** avec un chiffre d'affaires en 2008 de 1,5 milliard de dollars. En France, ses 600 agences, réalisent un chiffre d'affaires de 646 millions d'euros en France auprès de **200 000 clients**.
- FIDUCIAL a pris **depuis décembre 2000** l'initiative de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - ⊖ pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - ⊖ pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - ⊖ pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - ⊖ par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter : www.fiducial.fr

SOMMAIRE

☉	Poids des TPE	3
☉	Les principaux constats	4
☉	Les TPE et l'action du gouvernement	12
☉	Les TPE et l'action des conseils régionaux	20
☉	Méthodologie	33
☉	Échantillon	34

Poids des TPE

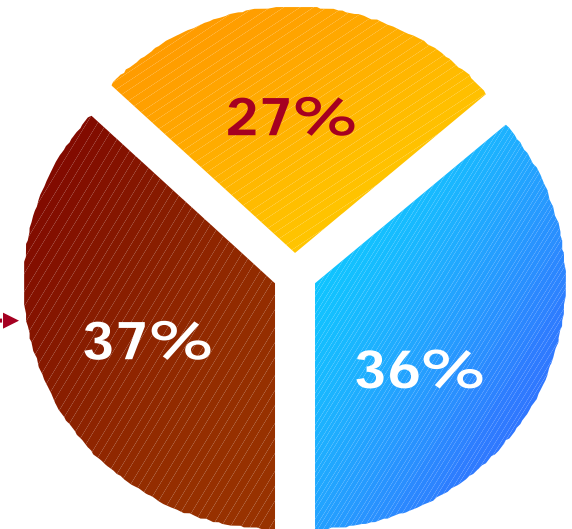
Nombre d'entreprises en France ≈ 2,6 millions*

*(Champs ICS : Industrie Commerce Services
 hors agriculture, services financiers et administration)*

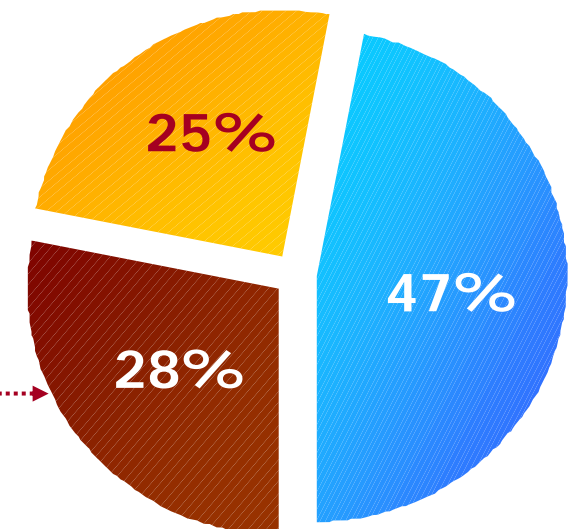
() Source INSEE SIRENE DCASPL 2006*



% de l'emploi en France



% de la valeur ajoutée produite



LES PRINCIPAUX CONSTATS

L'exécutif pâtit d'une cote de confiance minoritaire auprès des dirigeants de TPE, lesquels doutent de la volonté réformatrice de Nicolas Sarkozy

Nicolas Sarkozy et le gouvernement de François Fillon entament l'année 2010 dans un contexte de défiance renouvelée de la part des TPE : 41% (-2 points en un trimestre) des dirigeants interrogés affirment que les mesures et/ou actions mises en place par le gouvernement leur inspirent confiance, avec un plancher de 34% parmi les entreprises du secteur des services aux particuliers et un score qui culmine à 48% dans celui des services aux entreprises.

Pour l'année 2010, les dirigeants de TPE attribuent comme première priorité au gouvernement, la lutte contre le chômage (34%, et jusqu'à 42% dans le secteur des services aux particuliers). Dans une mesure à peine moindre, 28% retiennent également la restauration de la croissance (37% dans l'industrie, 33% dans le commerce) et un quart souhaite une limitation des déficits et de la dette publique.

A propos des actions à mener dans les mois à venir, une majorité (55% contre 44% exprimant un avis contraire) pronostique un affaiblissement de la volonté de réforme de Nicolas Sarkozy à l'approche de l'élection présidentielle de 2012. Ce sentiment apparaît particulièrement élevé parmi les entreprises du quart Nord-ouest (64%) et en région parisienne (62%). La réalisation de cette enquête s'étant déroulée en pleine amorce du débat sur l'avenir des retraites et à l'occasion de l'annonce de la prochaine réforme du système en vigueur, ces premiers résultats attestent donc de doutes importants parmi les acteurs économiques rencontrés.

Une défiance à l'encontre de l'exécutif suscitée par le sentiment majoritaire de ne pas être entendu des pouvoirs publics

Plusieurs éléments permettent de mieux comprendre cette défiance majoritaire à l'encontre de l'exécutif observée parmi les patrons de TPE : l'absence perçue de cohérence dans l'action engagée par Nicolas Sarkozy et François Fillon, ainsi que le sentiment, particulièrement fort au sein des TPE, d'être les grandes oubliées des mesures gouvernementales.

Invités à préciser s'ils perçoivent dans l'action et la communication du président de la République une ligne directrice forte, de nature à restaurer la confiance et la croissance, et par-là d'endiguer le chômage et d'améliorer les finances de l'Etat, une nette majorité de TPE répond ainsi par la négative (58% contre 42% exprimant un avis contraire).

Sollicités pour désigner le type d'entreprises auquel Nicolas Sarkozy et le gouvernement sont le plus à l'écoute, 62% citent les très grandes entreprises et les entreprises du CAC 40, 24% les grandes entreprises de 250 à moins de 1 000 salariés, 9% les PME... et seulement 3% les TPE. Ce sentiment de n'être pas pris en compte suscite probablement une certaine frustration chez les dirigeants de TPE, parmi lesquels moins d'un cinquième (18% exactement) a le sentiment de bénéficier « beaucoup » (3%) ou « assez » (15%) des réformes engagées depuis 2007. Ce score, nettement minoritaire au sein de toutes les catégories de TPE, s'élève toutefois à 26% dans le secteur de l'hôtellerie, sans doute du fait de l'abaissement récent du taux de TVA en matière de restauration.

Le sentiment de vivre dans une région en stagnation voire en déclin l'emporte parmi les dirigeants de TPE

Le développement et l'attractivité de l'économie régionale étant l'une des compétences phares des exécutifs régionaux, le regard porté par les dirigeants de TPE (2,6 millions d'entreprises environ) s'avère pour le moins précieux à l'approche du scrutin des 14 et 21 mars prochains.

En premier lieu, les chefs d'entreprise interrogés portent un regard pour le moins sévère sur le niveau de développement de leur région : 60% estiment en effet que cette dernière est en stagnation (40%) ou en déclin (20%). Quatre sur dix expriment un jugement inverse : 9% répondent que leur région est en « pleine expansion » et 31% « en développement ».

Les opinions exprimées varient sensiblement d'un groupe de régions à un autre. Les jugements les plus positifs se situent dans les secteurs « Rhône-Alpes/Auvergne » et « Aquitaine/Midi-Pyrénées/Limousin » (respectivement 58% et 45% pour le total « en pleine expansion » ou « en développement »). A l'inverse, les patrons de TPE les plus pessimistes se recrutent massivement dans les ensembles « Champagne/Picardie/Bourgogne » et « Normandie/Centre » ou ce sont respectivement 45% et 32% des personnes interrogées qui estiment exercer leur activité professionnelle dans une région en déclin.

Les dirigeants de TPE désignent fréquemment le développement économique comme le domaine pour lequel les pouvoirs publics devraient investir en priorité ou faire davantage d'efforts dans leur région : 49% citent cet enjeu parmi les trois principaux (dont 21% le positionnent « en premier »). Toutefois, il convient de souligner qu'une courte majorité place en tête de ses préoccupations l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (52% de citations). L'éducation et la recherche (35% de citations), la préservation de l'environnement (34%) et la situation de l'emploi régional (33%) apparaissent plus secondaires quoique bénéficiant de scores non négligeables.

Les jugements positifs portés sur l'action économique des conseils régionaux l'emportent de peu parmi les TPE

Les dirigeants de TPE portent un regard pour le moins contrasté sur l'action économique menée par leur Conseil régional. Une courte majorité (54% exactement) estime que ce dernier prend les bonnes décisions pour le développement économique de leur région, 45% exprimant un avis opposé.

Ce résultat d'ensemble masque toutefois de fortes disparités d'un groupe de régions à un autre. Les jugements s'avèrent en effet pour le moins laudateurs dans les secteurs « Nord-Pas-de-Calais » et « Alsace/Lorraine/Franche-Comté » (respectivement 79% et 71% d'opinions positives) alors que les critiques l'emportent majoritairement en Ile-de-France (60%) et en « PACA/Languedoc » (51%).

Sans doute les conseils régionaux pâtissent-ils - ou du moins certains d'entre eux - du maquis administratif français qui ne facilite pas l'identification des responsabilités dévolues à chaque collectivité territoriale par les différentes lois de décentralisation. Malgré cela, une majorité de dirigeants de TPE attribue à juste titre le TER (Trains Express Régionaux), l'enseignement supérieur et la recherche ainsi que le développement économique à leur conseil régional (respectivement 67%, 53% et 50%).

Le conseil régional : une institution jugée utile mais bureaucratique, principalement à l'écoute des moyennes et des grandes entreprises

Invités à préciser les traits d'image qui s'appliquent bien à leur Conseil régional, les dirigeants de TPE expriment une vision pour le moins contrastée de l'institution. Plus de sept interviewés sur dix (71% exactement) jugent ainsi que cette dernière est utile tout en affirmant, pour deux tiers d'entre eux, qu'elle est bureaucratique. Cependant, cette perception relève sans doute ici d'un lieu commun sur les institutions, une majorité d'interviewés qualifiant par ailleurs leur Conseil régional de dynamique et efficace (respectivement 57% et 54% de « s'applique plutôt bien »). Deux dimensions suscitent des jugements plus sévères : l'utilisation de l'argent des contribuables (45% d'opinions positives) et surtout la proximité avec les TPE, seuls 24% des dirigeants estimant que le Conseil régional est proche de leurs préoccupations.

Ce déficit de proximité avec les TPE se vérifie pleinement à la lecture des résultats concernant la catégorie d'entreprises la mieux prise en compte par le Conseil régional : 20% des interviewés citent les très grandes entreprises (plus de 1 000 salariés), 42% les grandes entreprises (250 à 1 000 salariés). Les PME sont mentionnées à hauteur de 27% et les TPE à hauteur de 7% seulement, des scores toutefois nettement supérieurs au résultat obtenu pour la même question portant sur les entreprises les plus écoutées par Nicolas Sarkozy et le gouvernement (respectivement 9% pour les PME et 3% pour les TPE).

Des dirigeants de TPE mobilisés dans la perspective des élections régionales et particulièrement attentifs aux propositions faites pour l'économie locale

Plus de huit dirigeants de TPE sur dix (84% exactement) déclarent avoir l'intention d'aller voter aux élections régionales les 14 et 21 mars prochains, 47% allant jusqu'à répondre être certains de le faire. Leur mobilisation semble toutefois modeste ou pour le moins très perfectible à date puisque 55% des patrons de TPE interrogés en avril 2009 dans la perspective des élections européennes se déclaraient déjà certains de participer à ce scrutin qui a pourtant enregistré un taux d'abstention record.

Au moment de voter, les dirigeants de TPE expriment leur attachement aux propositions des candidats pour l'économie régionale : 82% déclarent qu'ils y accorderont « beaucoup » (52%) ou « assez » (30%) d'importance, et 73% qu'ils évalueront les actions menées aux cours des six dernières années par la majorité sortante pour dynamiser l'économie régionale.

Dans ce contexte, il est intéressant de noter que les présidents sortants bénéficient de scores de notoriété relativement honorables, quoique très hétérogènes d'un groupe de régions à un autre. A l'échelle nationale, leur score de notoriété s'élève à 79%, mais il atteint seulement 57% en moyenne en « Champagne/Picardie/Bourgogne » et en « Normandie/Centre » contre 86% dans le groupe « Aquitaine/Midi-Pyrénées/Limousin » et 91% en Ile-de-France.

Le taux de satisfaction globale à l'égard des présidents de région s'élève à 64% (et jusqu'à 76% dans le quart Nord-est, 74% dans le quart Nord-ouest). Toutefois, seul un dirigeant sur deux souhaite la réélection du président de son Conseil régional à l'issue du scrutin des 14 et 21 mars.

La réforme des collectivités locales : une adhésion majoritaire fragilisée par un faible niveau d'information sur cet enjeu

Près de huit dirigeants de TPE sur dix (78%) ont entendu parler de la réforme des collectivités locale mais seuls 13% déclarent savoir précisément de quoi il s'agit. En toute logique, la proportion de patrons s'estimant bien informés sur le sujet s'avère relativement faible (30%).

Après remise à niveau expliquant les principaux objectifs de la réforme et ses modalités de mise en œuvre, une majorité de TPE déclare l'approuver (68%), même si 31%, soit une proportion non négligeable, exprimant un avis contraire.

Invités à préciser si Nicolas Sarkozy aurait dû aller encore plus loin dans cette réforme en supprimant l'échelon départemental et en confiant toutes ses attributions au seul conseil régional, une nette majorité de patrons (65%) opte pour la prudence et répond par la négative.

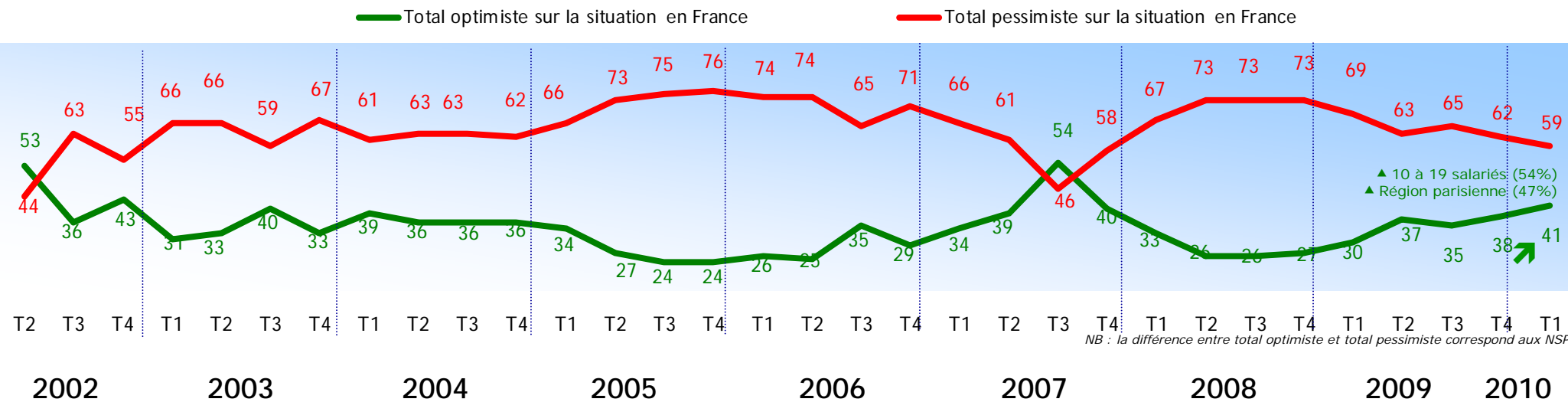
LES TPE ET L'ACTION DU GOUVERNEMENT

Note de lecture

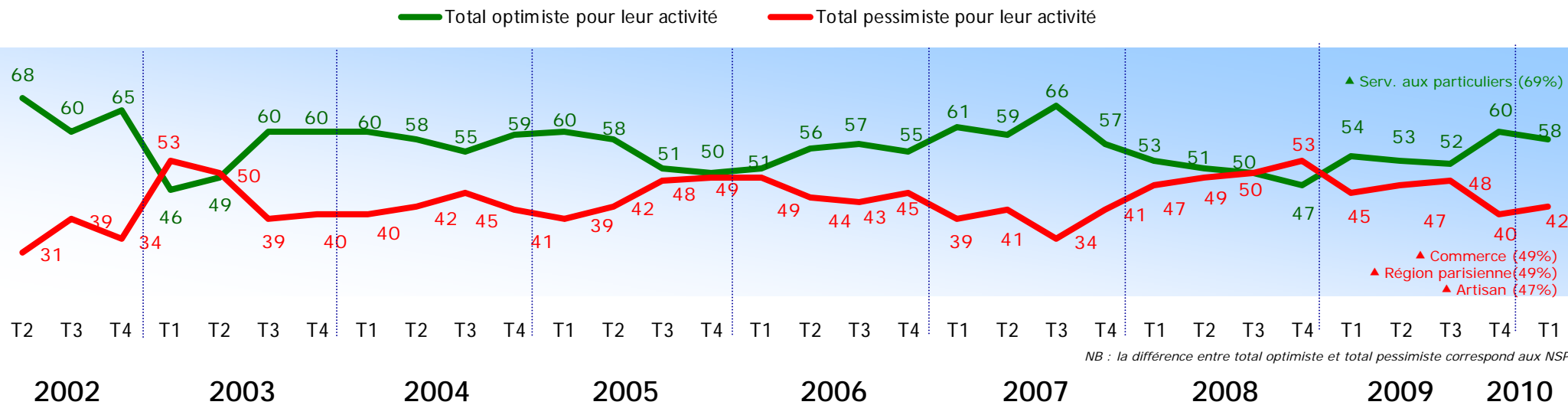
- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Optimisme sur la situation en France et pour leur activité

Question : en prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste... ?

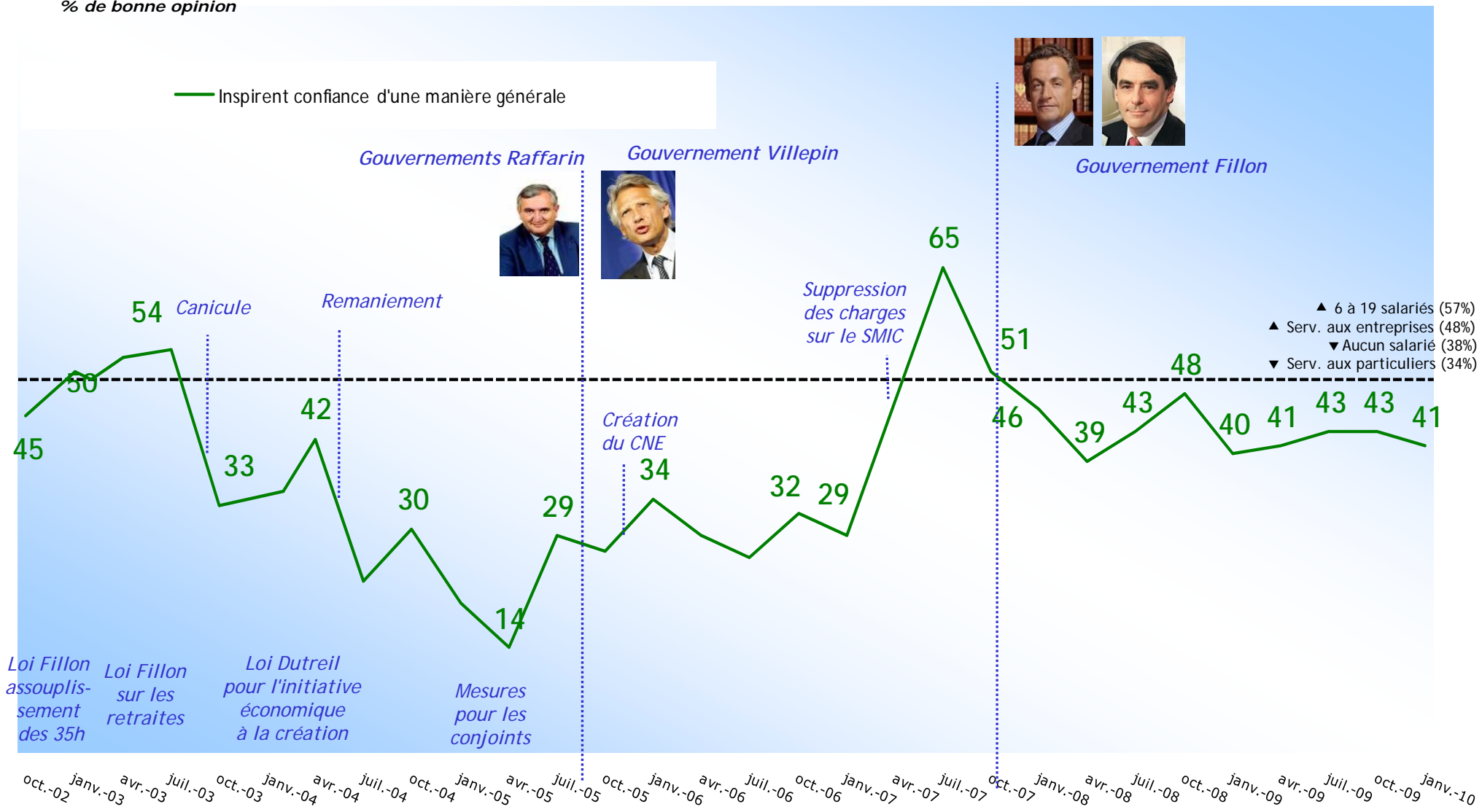


Question : et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste... ?



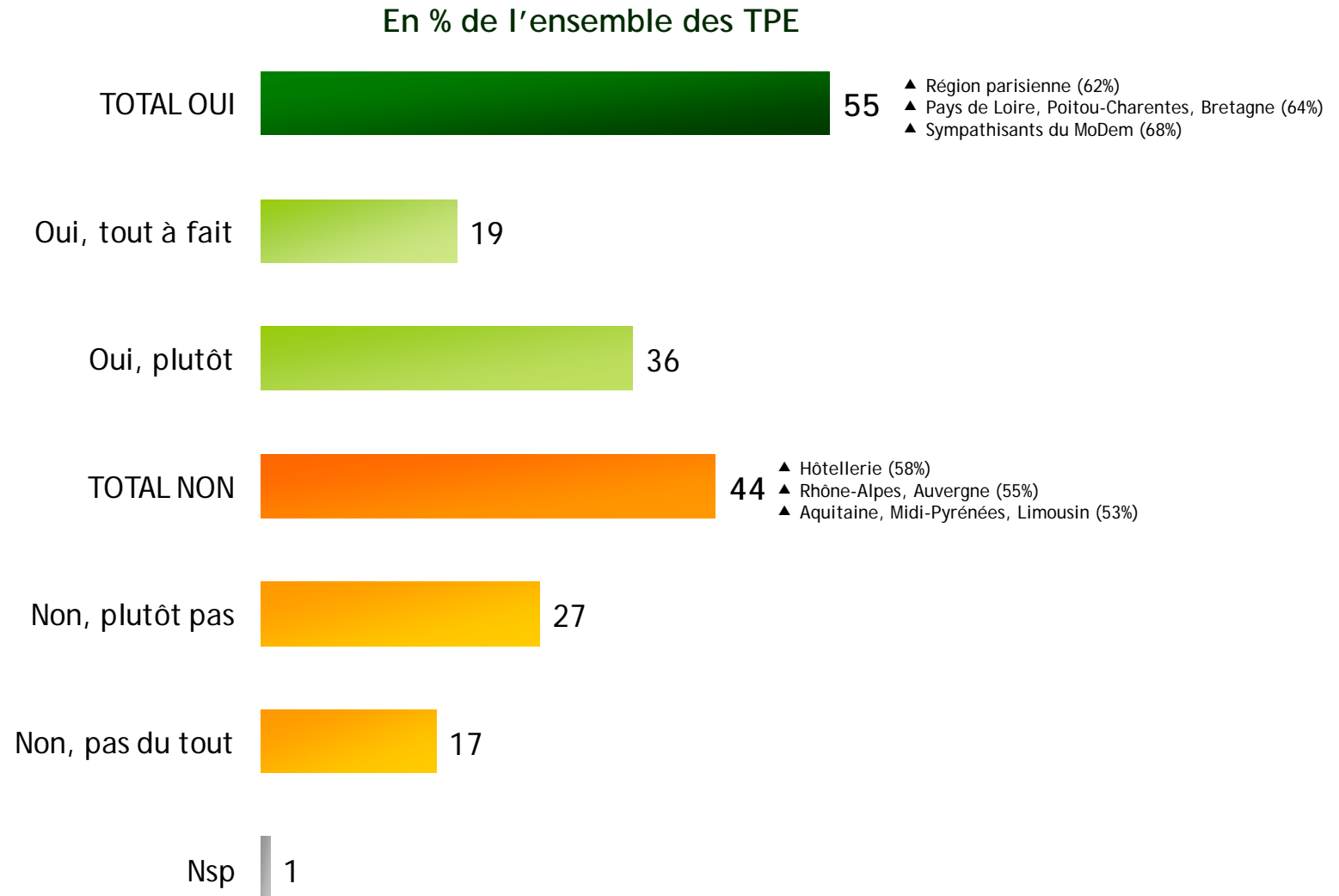
Question : à propos des mesures / actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement, diriez-vous qu'elles inspirent confiance tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance ?

% de bonne opinion



Une majorité de TPE pronostique un affaiblissement de la volonté réformatrice de Nicolas Sarkozy à l'approche de 2012

Question : selon vous, en 2010, la volonté réformatrice de Nicolas Sarkozy pourrait-elle s'affaiblir compte-tenu de l'approche de l'élection présidentielle de 2012 ?



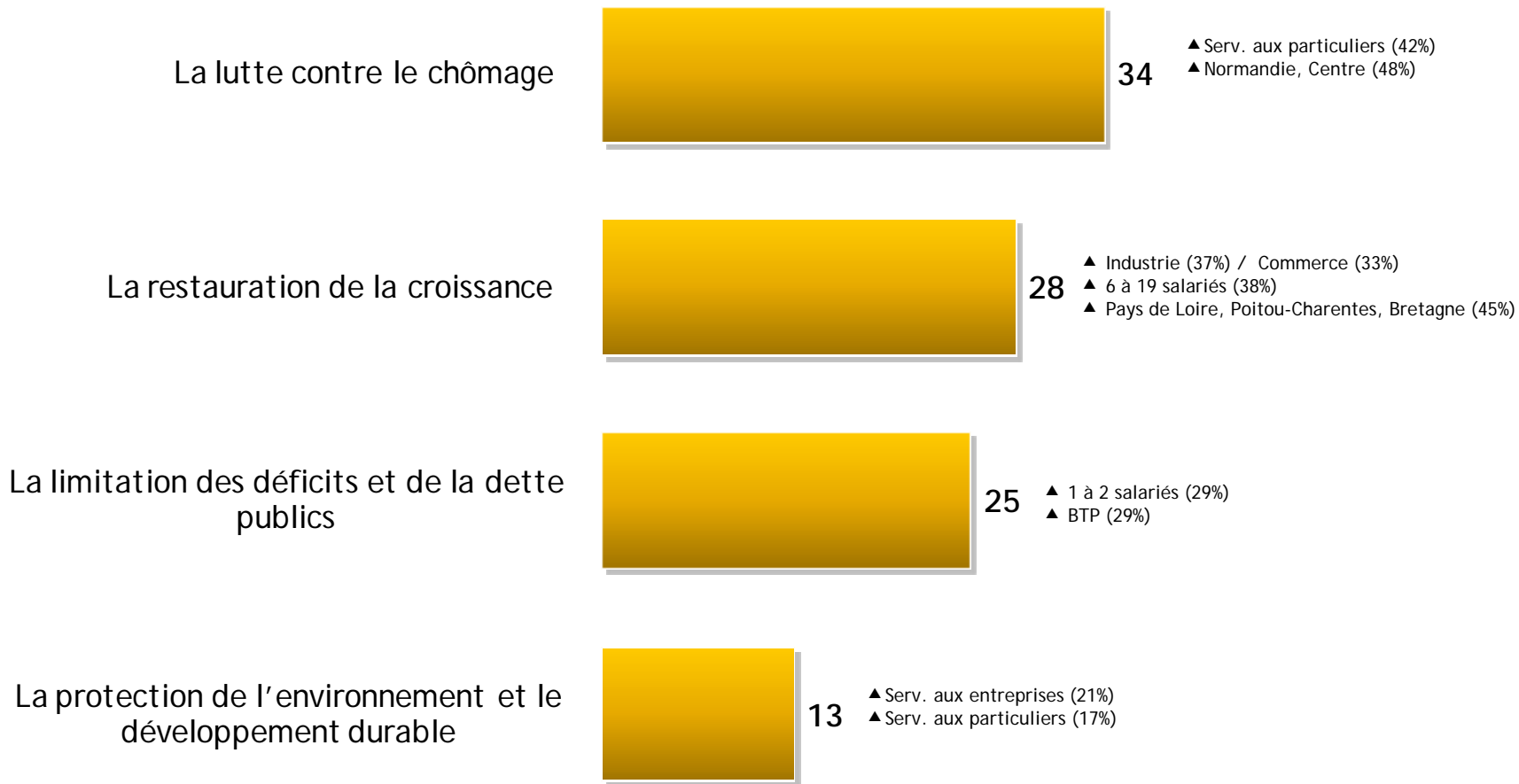
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 37 - Janvier / Février / Mars 2010

Priorité au chômage, à la croissance et à la limitation des déficits et de la dette publics

Question : parmi la liste suivante, quelle devrait être pour vous la grande priorité du gouvernement pour l'année 2010 ?

En % de l'ensemble des TPE



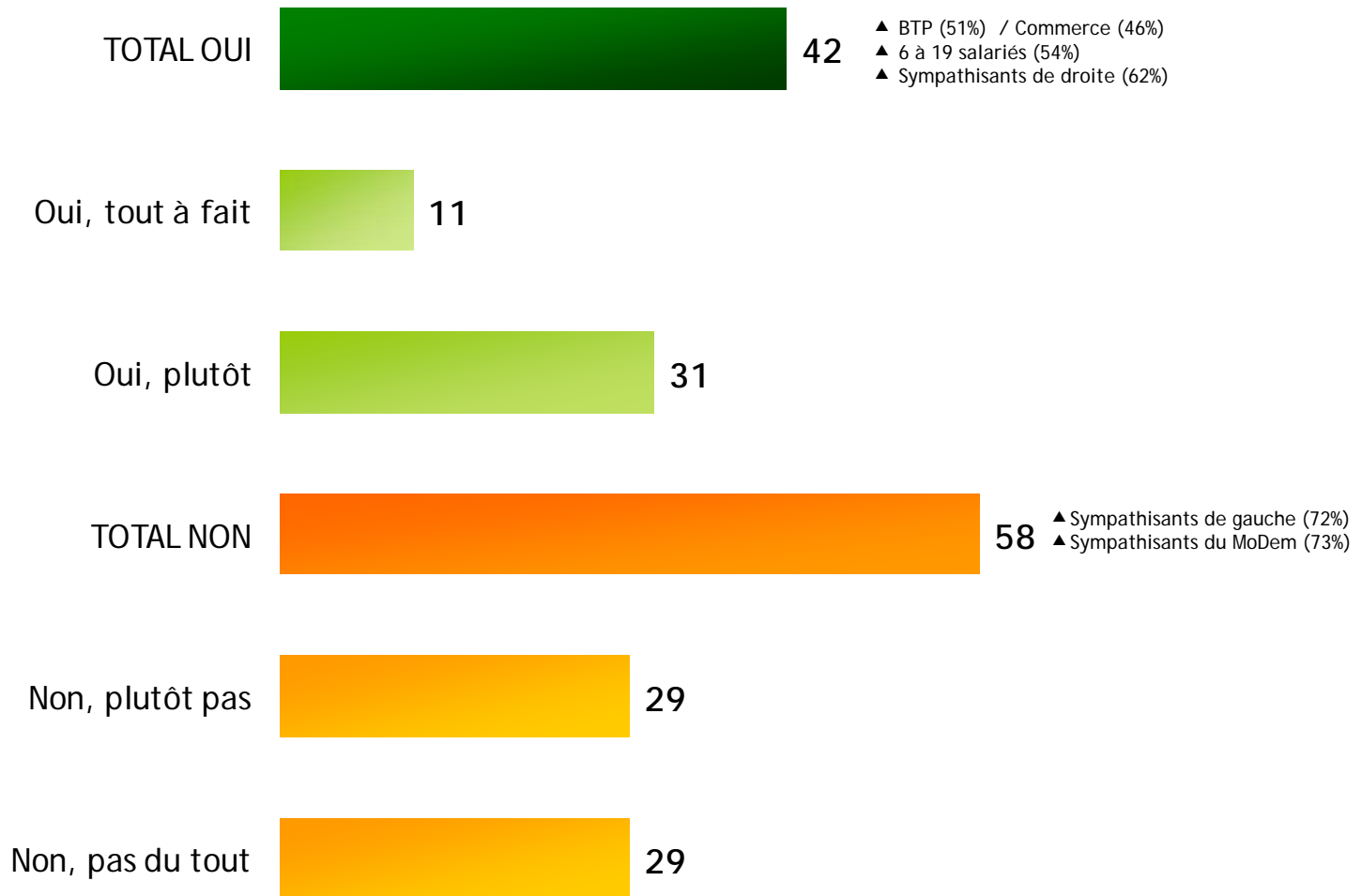
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 37 - Janvier / Février / Mars 2010

Près de six TPE sur dix ne perçoivent pas de ligne directrice forte dans l'action du gouvernement

Question : percevez-vous dans l'action et la communication du président de la République et du gouvernement une ligne directrice forte de nature à restaurer la confiance et la croissance, à endiguer le chômage et à améliorer les déficits et la dette publics ?

En % de l'ensemble des TPE



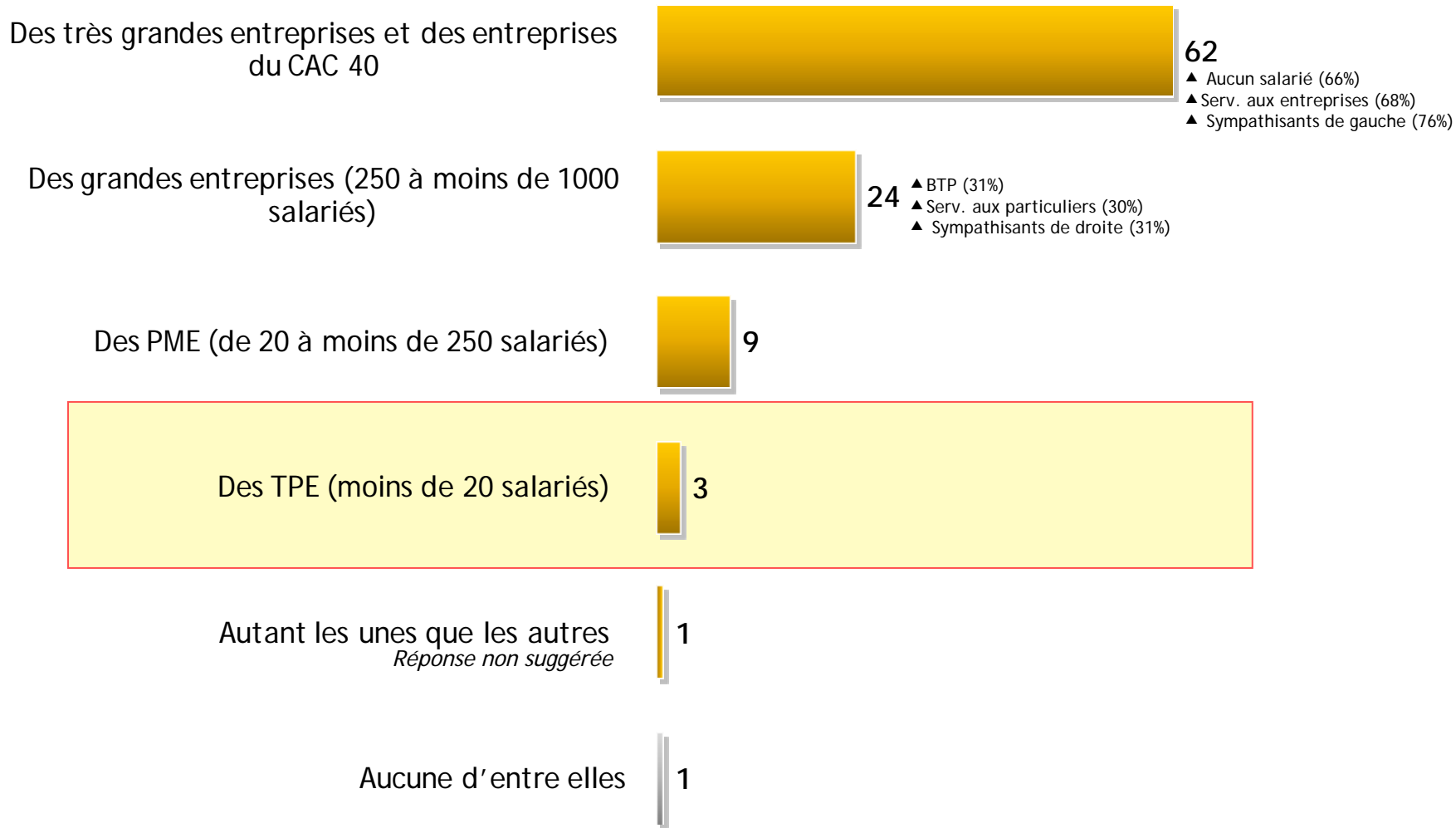
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 37 - Janvier / Février / Mars 2010

La perception d'un gouvernement prioritairement à l'écoute des très grandes entreprises et des entreprises du CAC 40

Question : à votre avis, de quel type d'entreprises Nicolas Sarkozy et le gouvernement sont-ils le plus à l'écoute ?

En % de l'ensemble des TPE



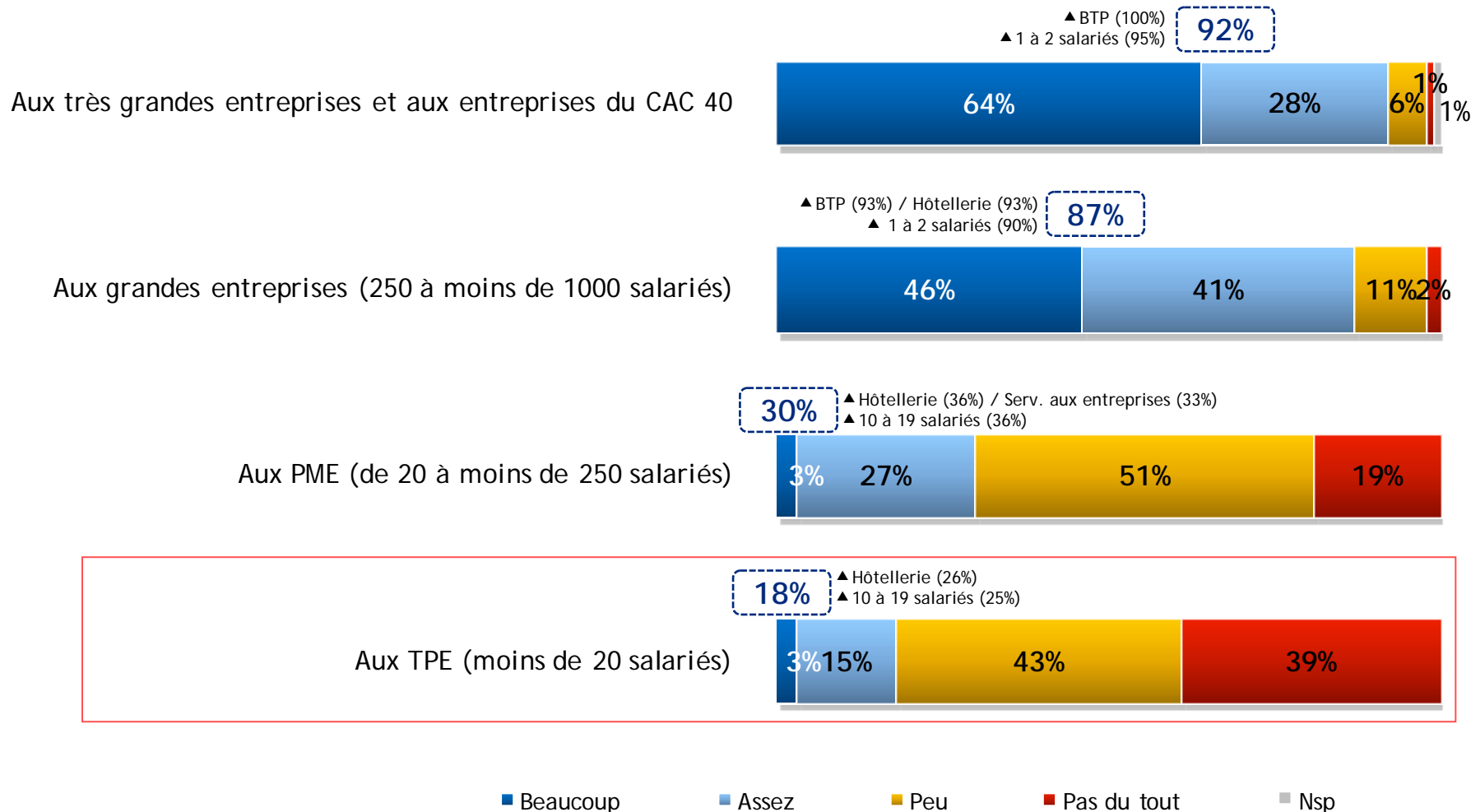
Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 37 - Janvier / Février / Mars 2010

Moins d'un cinquième des TPE a le sentiment de bénéficier des réformes engagées par Nicolas Sarkozy et le gouvernement

Question : plus précisément, diriez-vous que les réformes engagées par Nicolas Sarkozy et le gouvernement profitent beaucoup, assez, peu ou pas du tout... ?

Total Beaucoup / assez



Base : ensemble des TPE

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 37 - Janvier / Février / Mars 2010

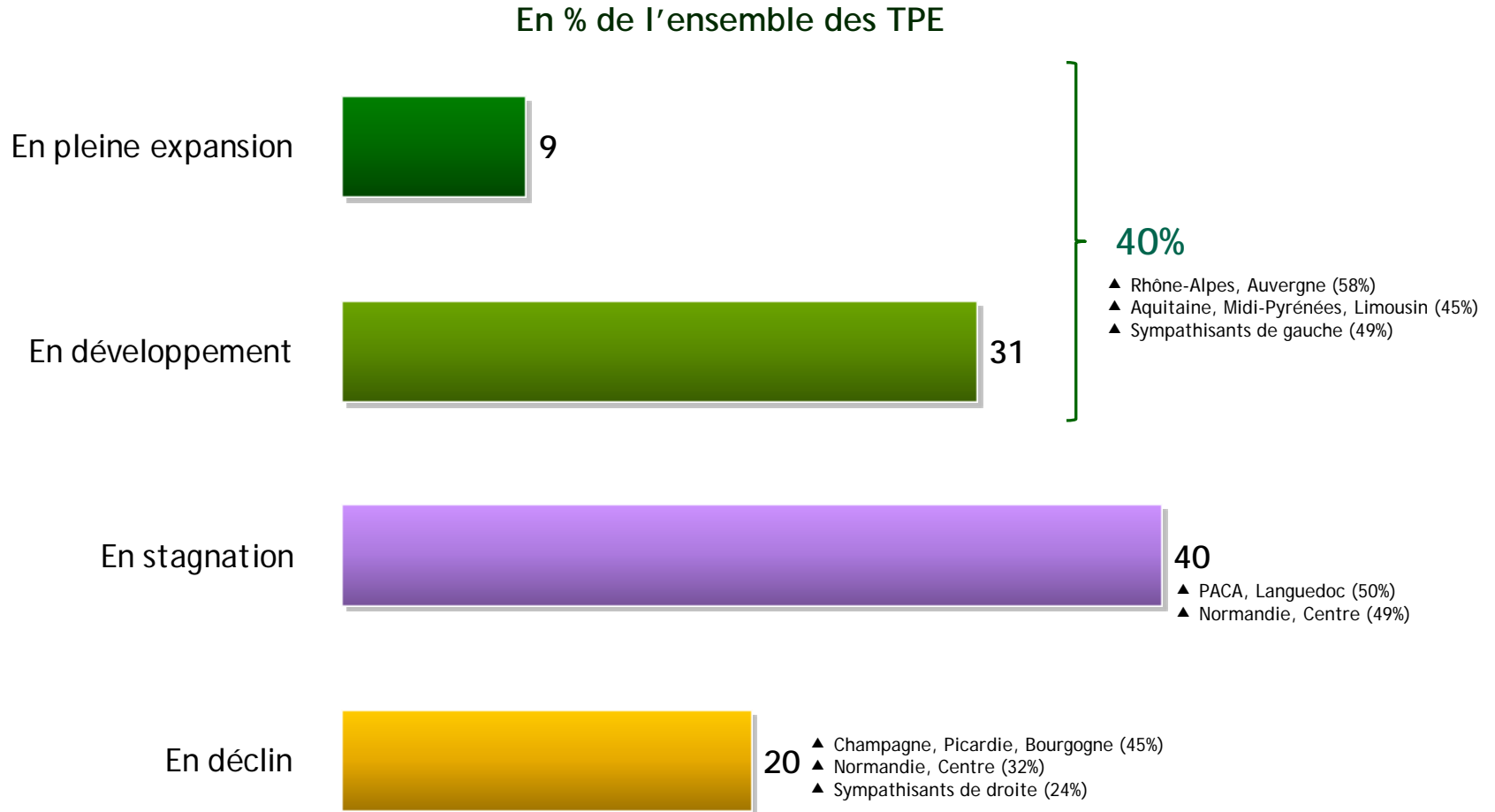
LES TPE ET L'ACTION DES CONSEILS REGIONAUX

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente.
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble.

Le sentiment majoritaire de vivre dans une région en stagnation voire en déclin

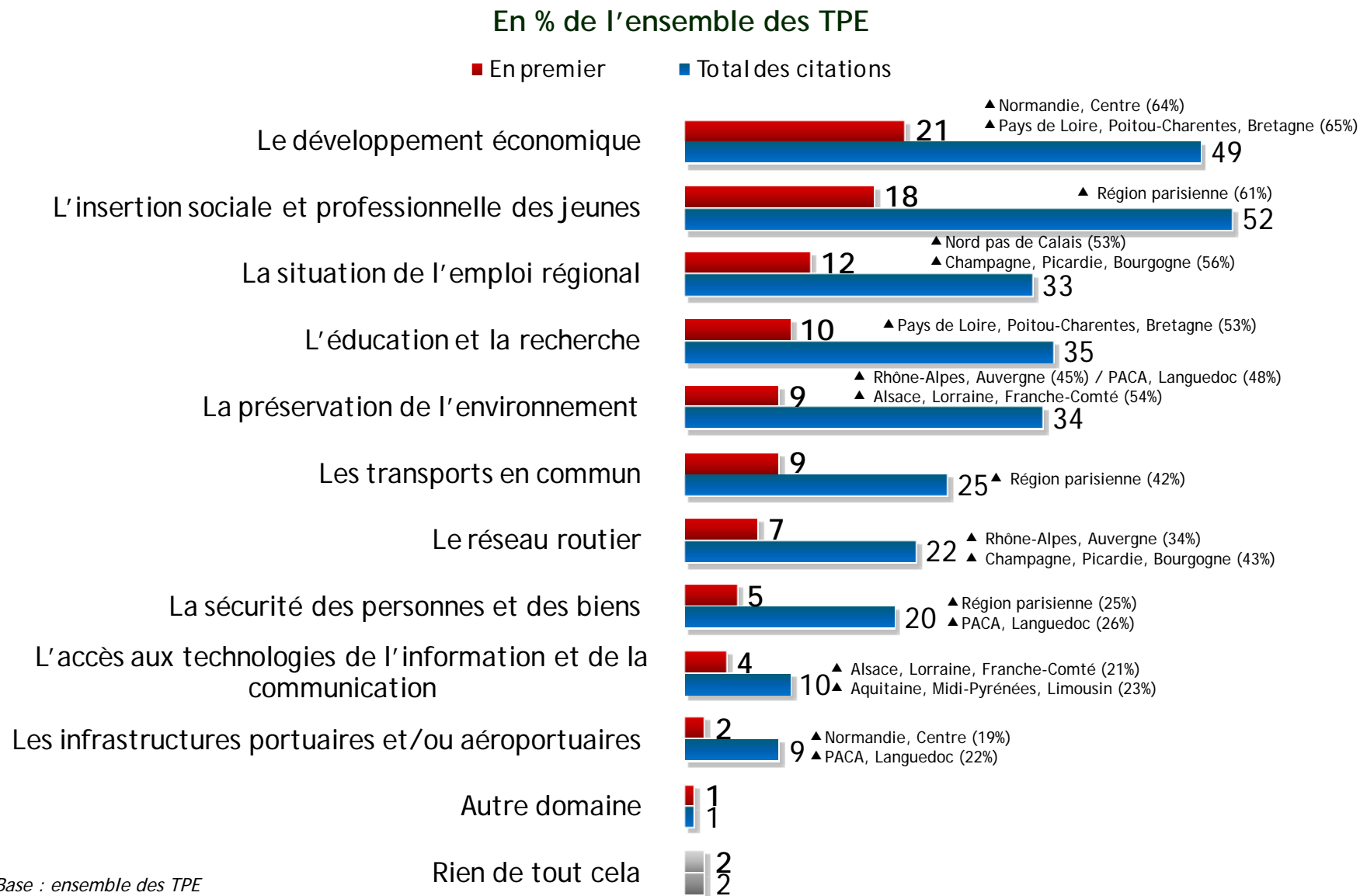
Question : d'une manière générale, estimez-vous que votre région est une région... ?



Base : ensemble des TPE

Le développement économique et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes constituent les deux premières priorités à l'échelon local

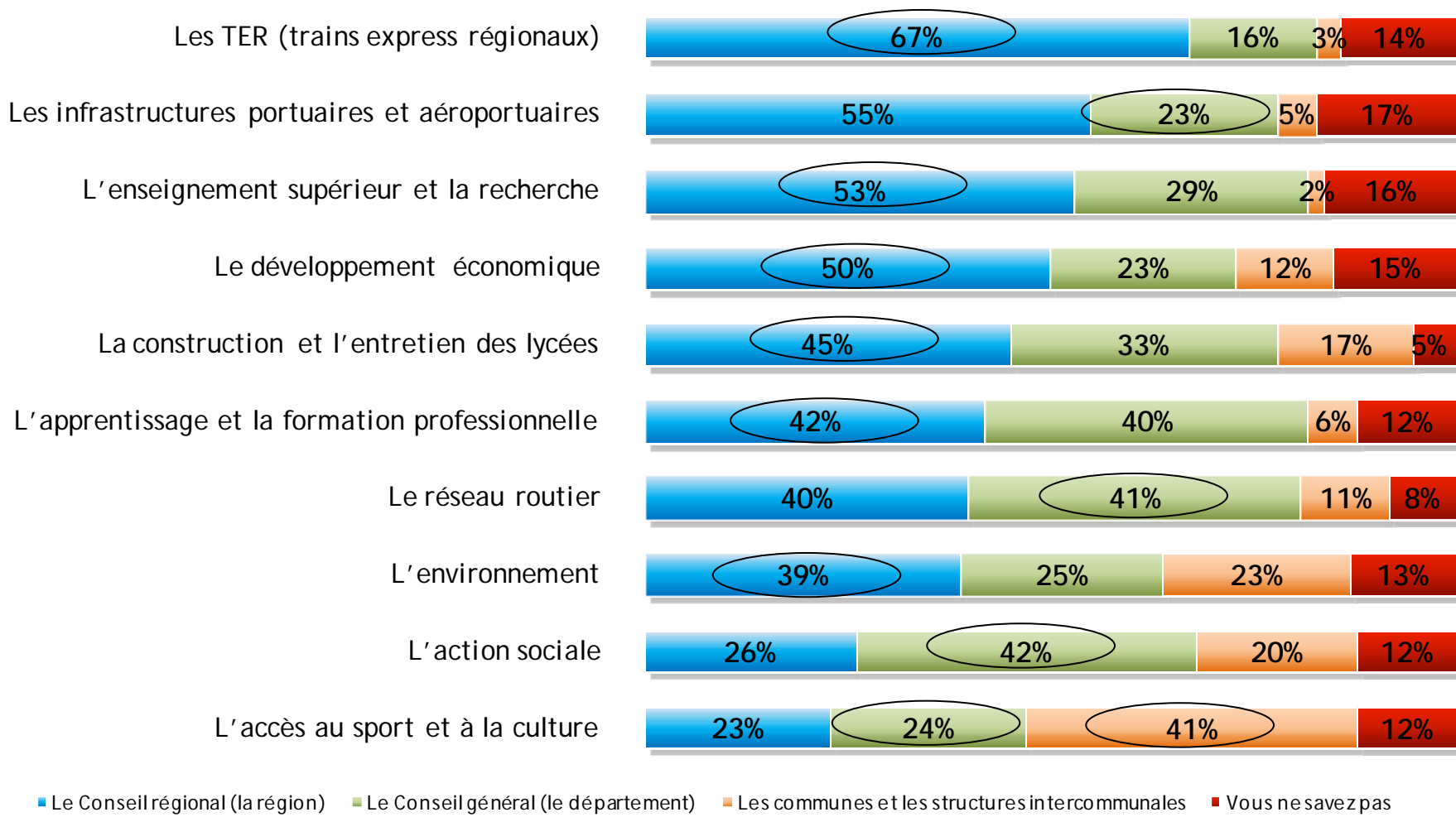
Question : parmi la liste suivante, quels sont les domaines pour lesquels les pouvoirs publics devraient investir en priorité ou faire davantage d'efforts, ici dans votre région, au cours des prochaines années ?



Base : ensemble des TPE

Les TPE identifient majoritairement les compétences économiques des Conseil régionaux

Question : voici un certain nombre de missions et de compétences attribuées aux collectivités locales par les lois de décentralisation. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire quelle est l'institution qui en a selon vous la responsabilité ?

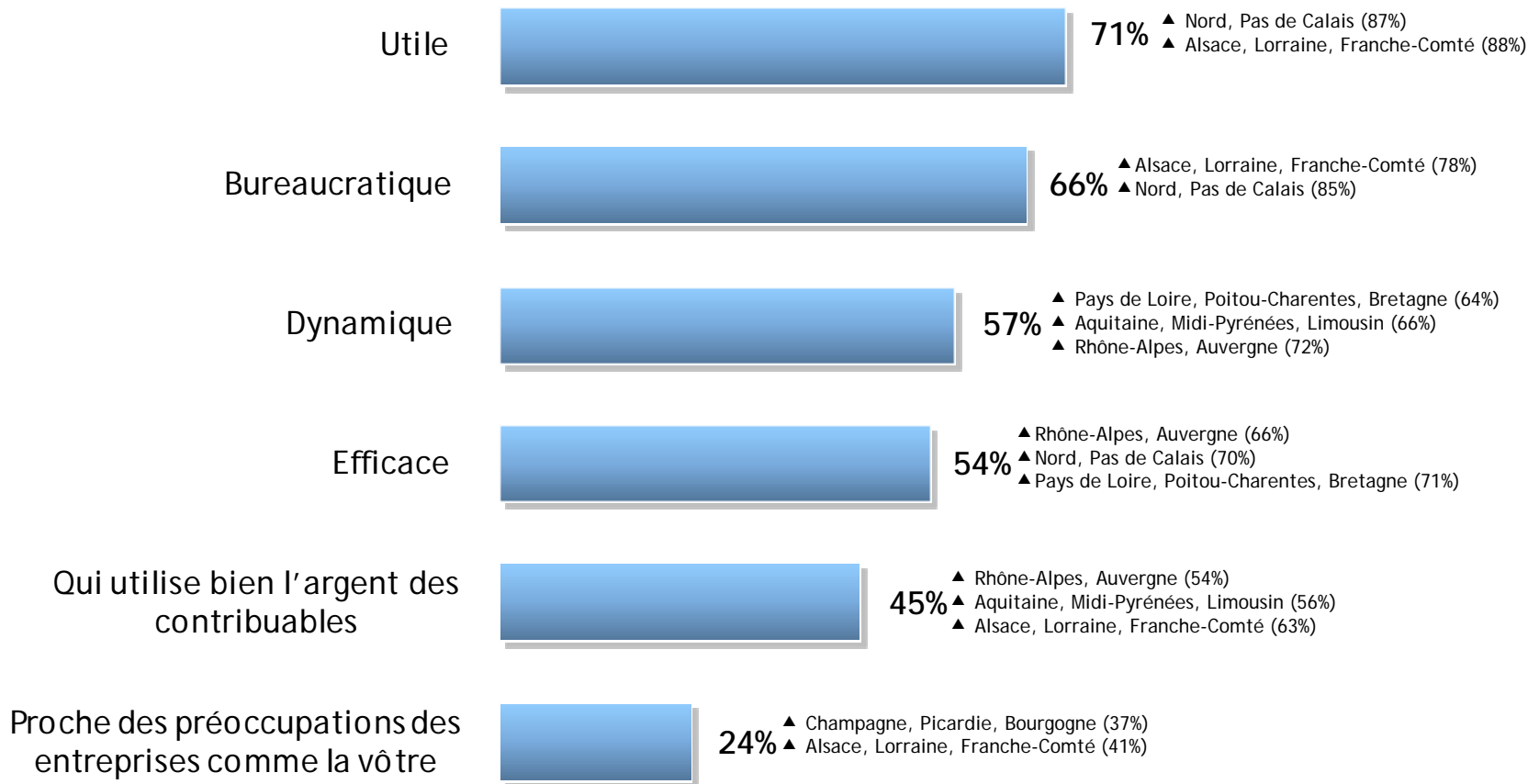


Base : ensemble des TPE

Les conseils régionaux suscitent des perceptions particulièrement contrastées

Question : pour chacun des qualificatifs suivants, dites-moi s'ils s'appliquent plutôt bien ou plutôt mal au conseil régional ?

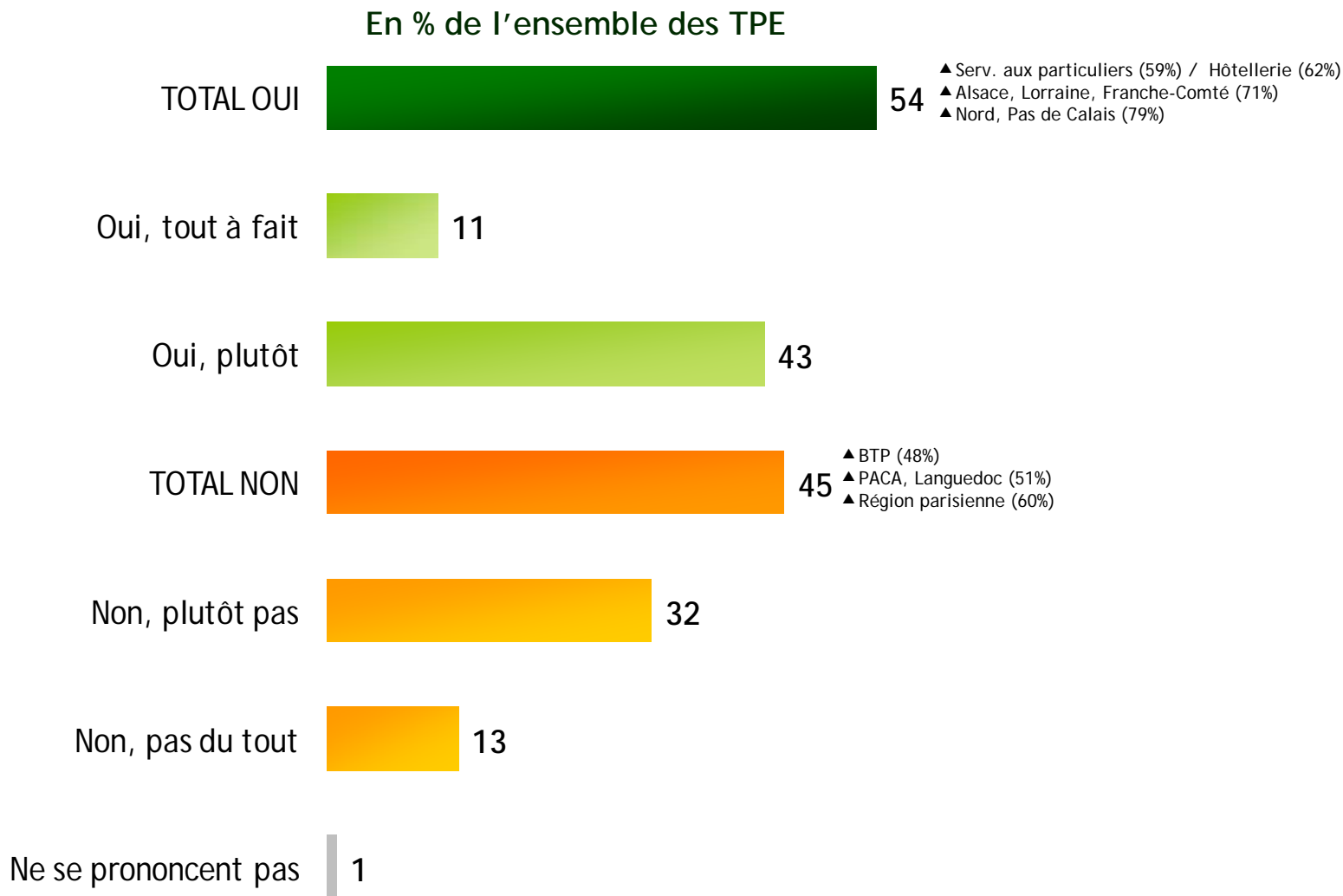
Récapitulatif : S'applique plutôt bien



Base : ensemble des TPE

Des jugements nuancés, quoique majoritairement positifs, sur l'action économique de son conseil régional

Question : d'une manière générale, diriez-vous que le conseil régional prend les bonnes décisions pour le développement économique de votre région ?

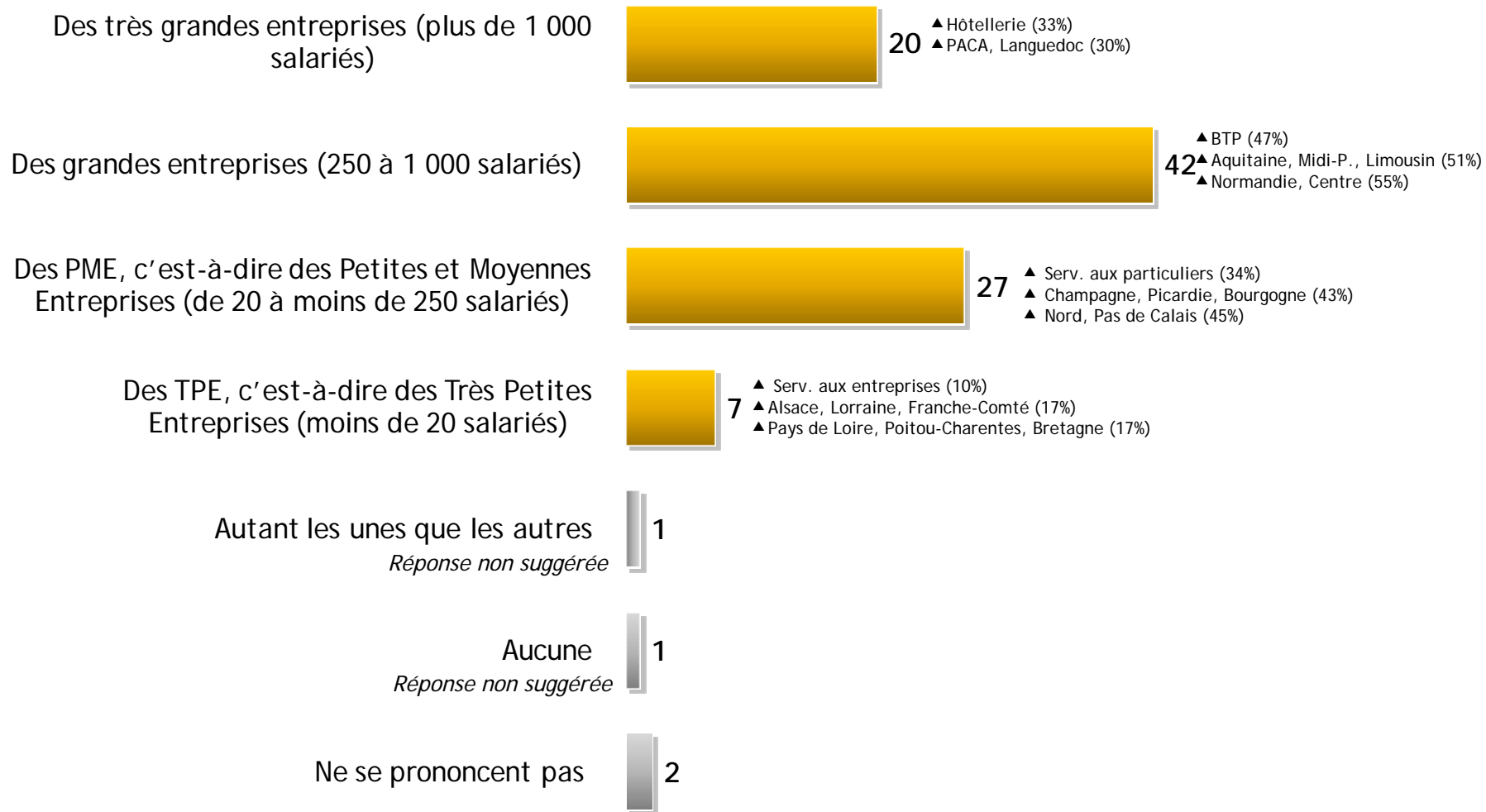


Base : ensemble des TPE

La perception de conseils régionaux principalement à l'écoute des grandes entreprises et des PME

Question : et diriez-vous que le conseil régional de votre région est plutôt à l'écoute... ?

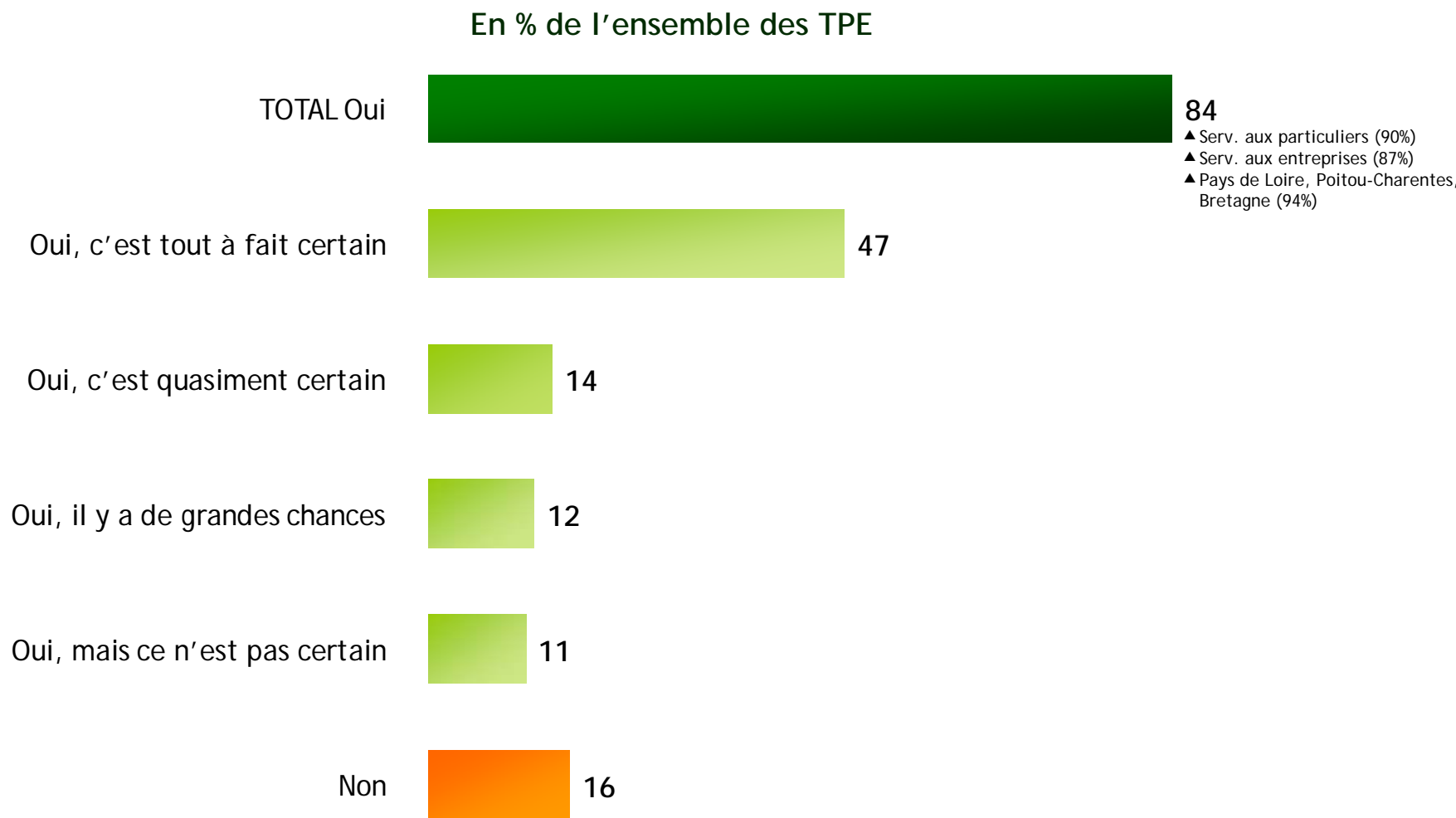
En % de l'ensemble des TPE



Base : ensemble des TPE

A peine un dirigeant de TPE sur deux se déclare « certain » d'aller voter aux élections régionales

Question : vous personnellement, envisagez-vous d'aller voter aux élections régionales qui auront lieu les 14 et 21 mars prochains ?



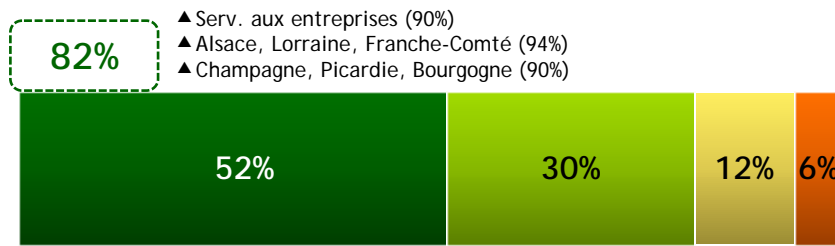
Base : ensemble des TPE

Priorité aux projets au moment de voter, mais un regard vigilant sur les réalisations passées

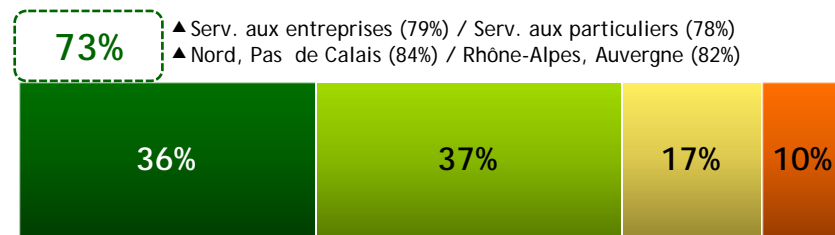
Question : et lors de votre vote aux élections régionales, diriez-vous que vous attacherez beaucoup, assez, peu ou pas du tout d'importance aux éléments suivants ?

Total « Beaucoup / Assez »

Les propositions des candidats pour l'économie régionale



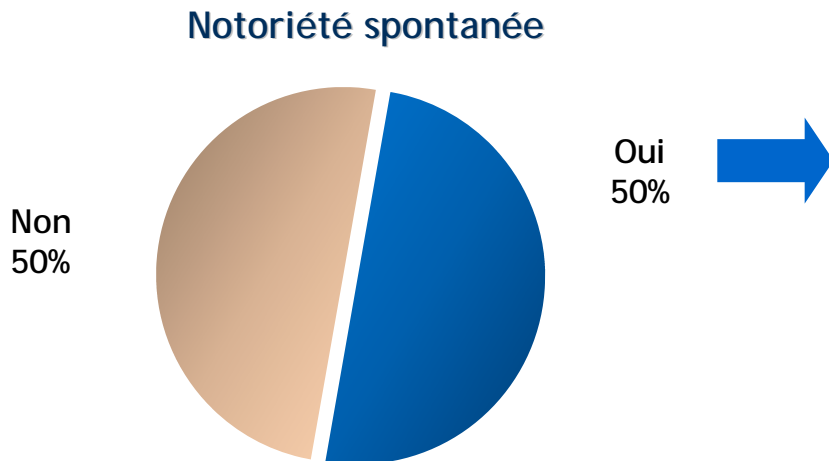
Les actions menées au cours des six dernières années par la majorité sortante pour dynamiser l'économie régionale



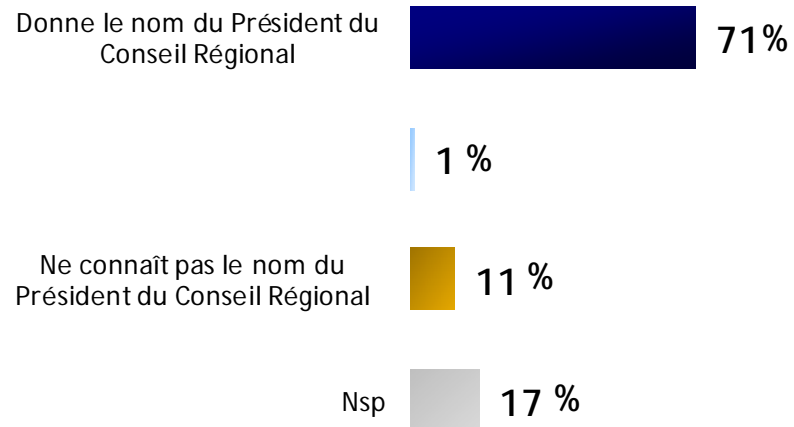
■ Beaucoup ■ Assez ■ Peu ■ Pas du tout

La notoriété du Président du conseil régional : des scores honorables

Question : connaissez-vous le nom du Président du conseil régional ?

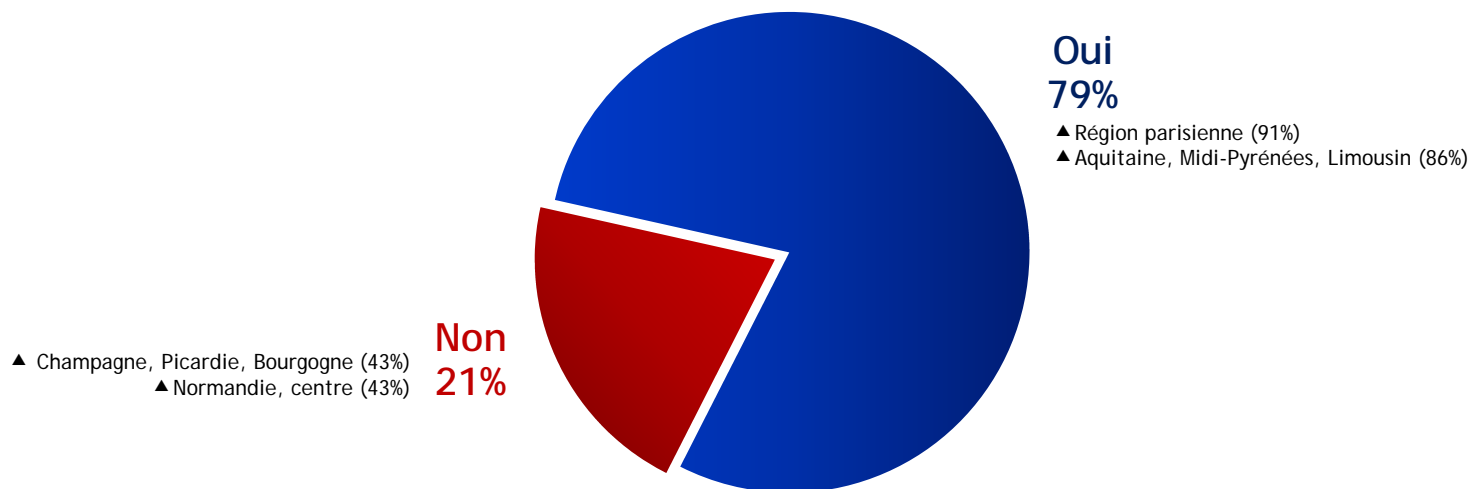


Question : (si déclare connaître le nom du Président du conseil régional) quel est son nom ?



Base : patrons de TPE déclarant connaître le nom du Président de leur Conseil régional

Notoriété globale (spontanée + assistée)



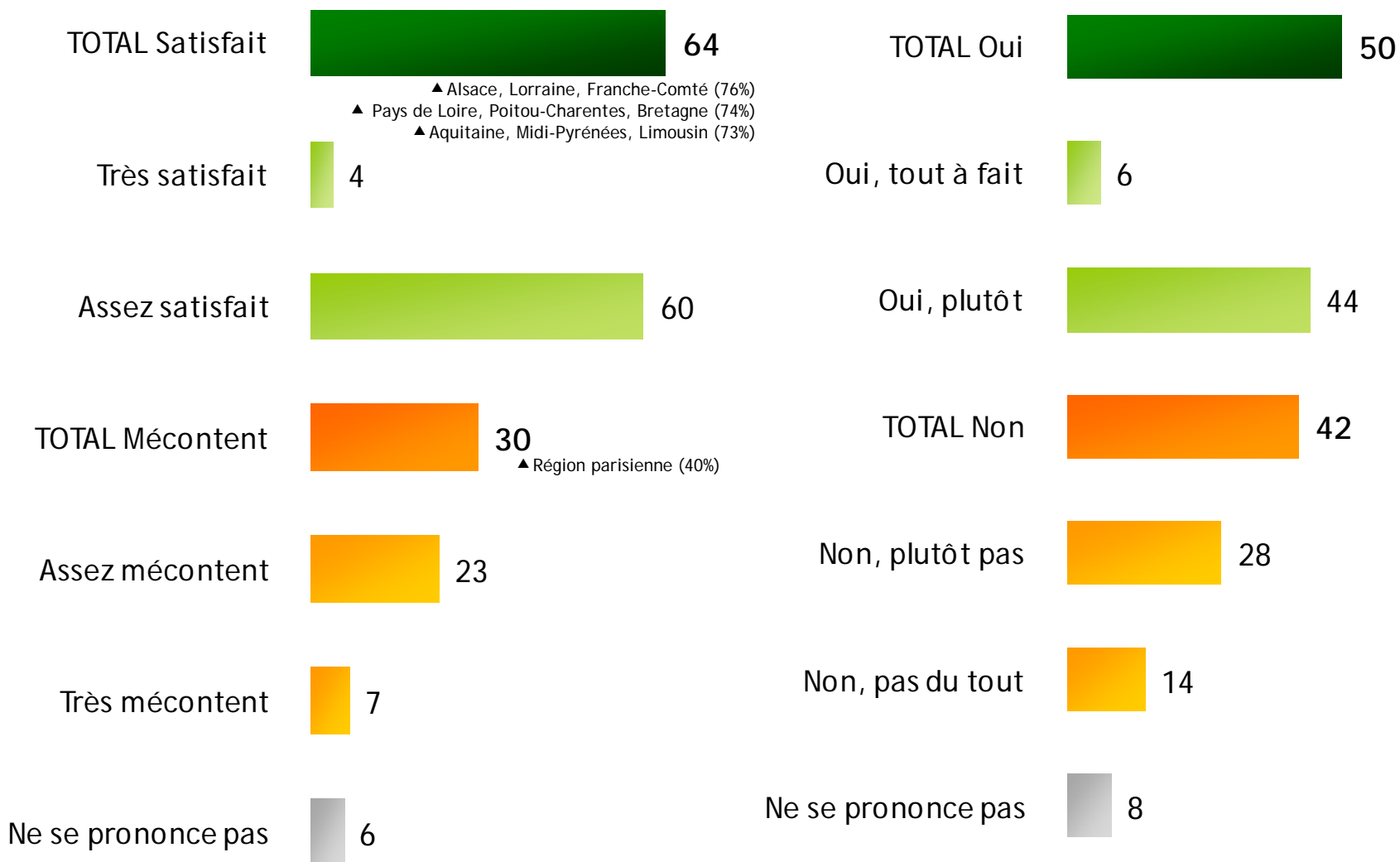
Base : ensemble des TPE

L'action des présidents de région suscite des jugements fréquemment positifs mais s'accompagne de souhaits de réélection plus contrastés

Question : à propos de votre Président du conseil régional, diriez-vous que vous en êtes... ?

Question : souhaitez-vous la réélection de [nom du Président du conseil régional] à l'issue des élections régionales qui auront lieu les 14 et 21 mars 2010 ?

En % de l'ensemble des TPE



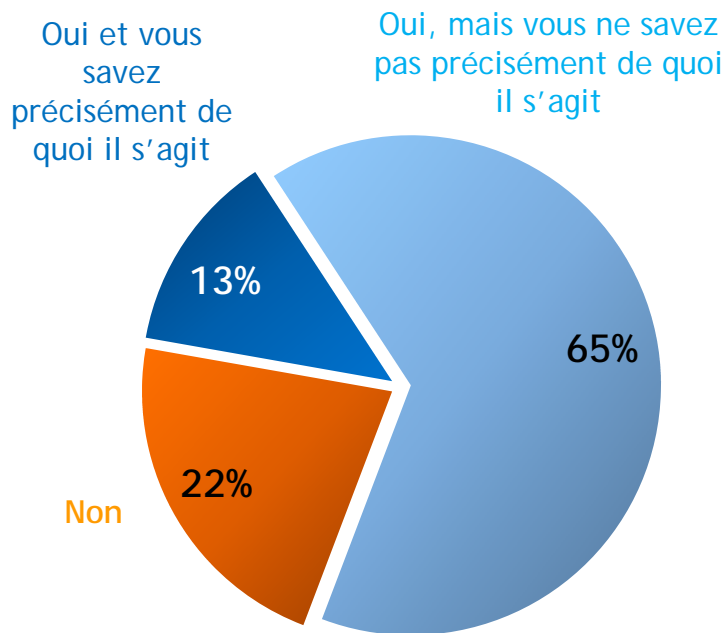
Une majorité de TPE a entendu parler de la réforme des collectivités locales, soutenue par près de sept dirigeants d'entreprise sur dix

Question : avez-vous entendu parler de la réforme des collectivités locales engagée par Nicolas Sarkozy et le gouvernement de François Fillon ?

Total « Oui »

78%

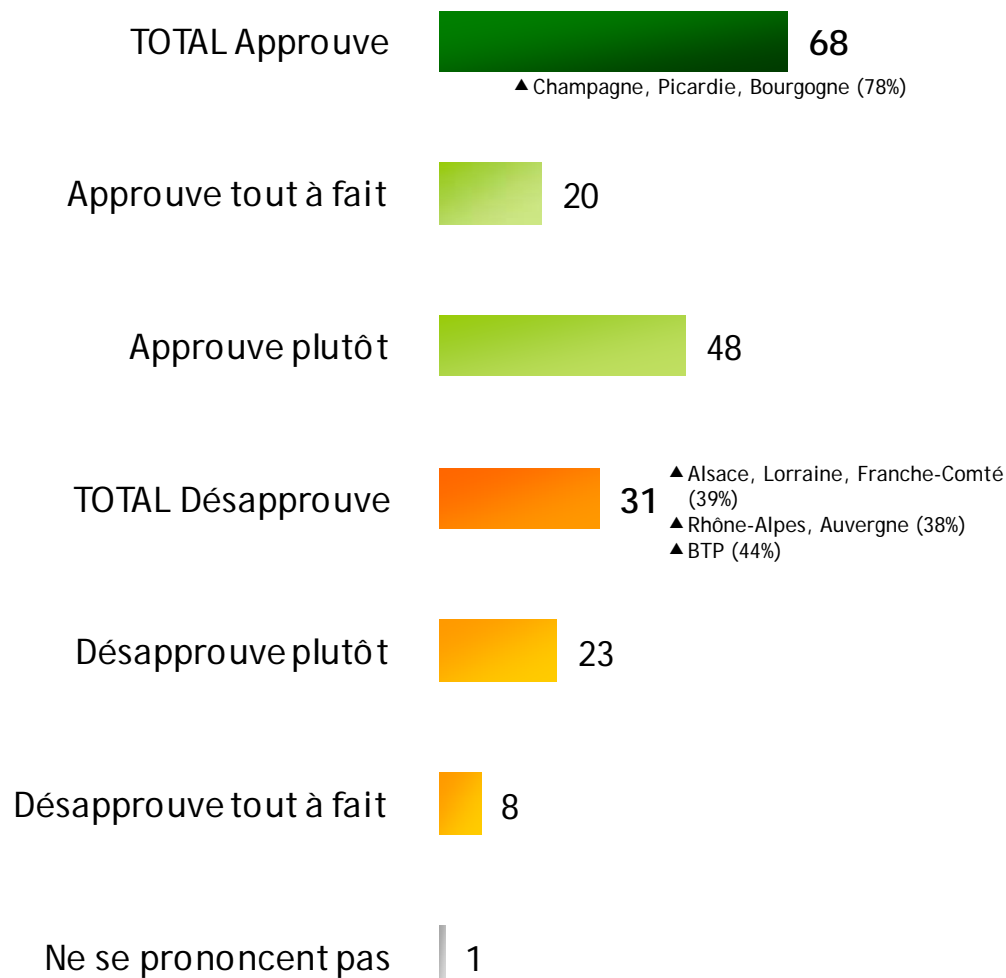
- ▲ Serv. aux entreprises (82%) / Serv. aux particuliers (84%)
- ▲ Aquitaine, Midi-Pyrénées, Limousin (84%)
- ▲ Champagne, Picardie, Bourgogne (89%)



(Après remise à niveau)

Question : vous personnellement, approuvez-vous ou désapprouvez-vous cette réforme ?

En % de l'ensemble des TPE



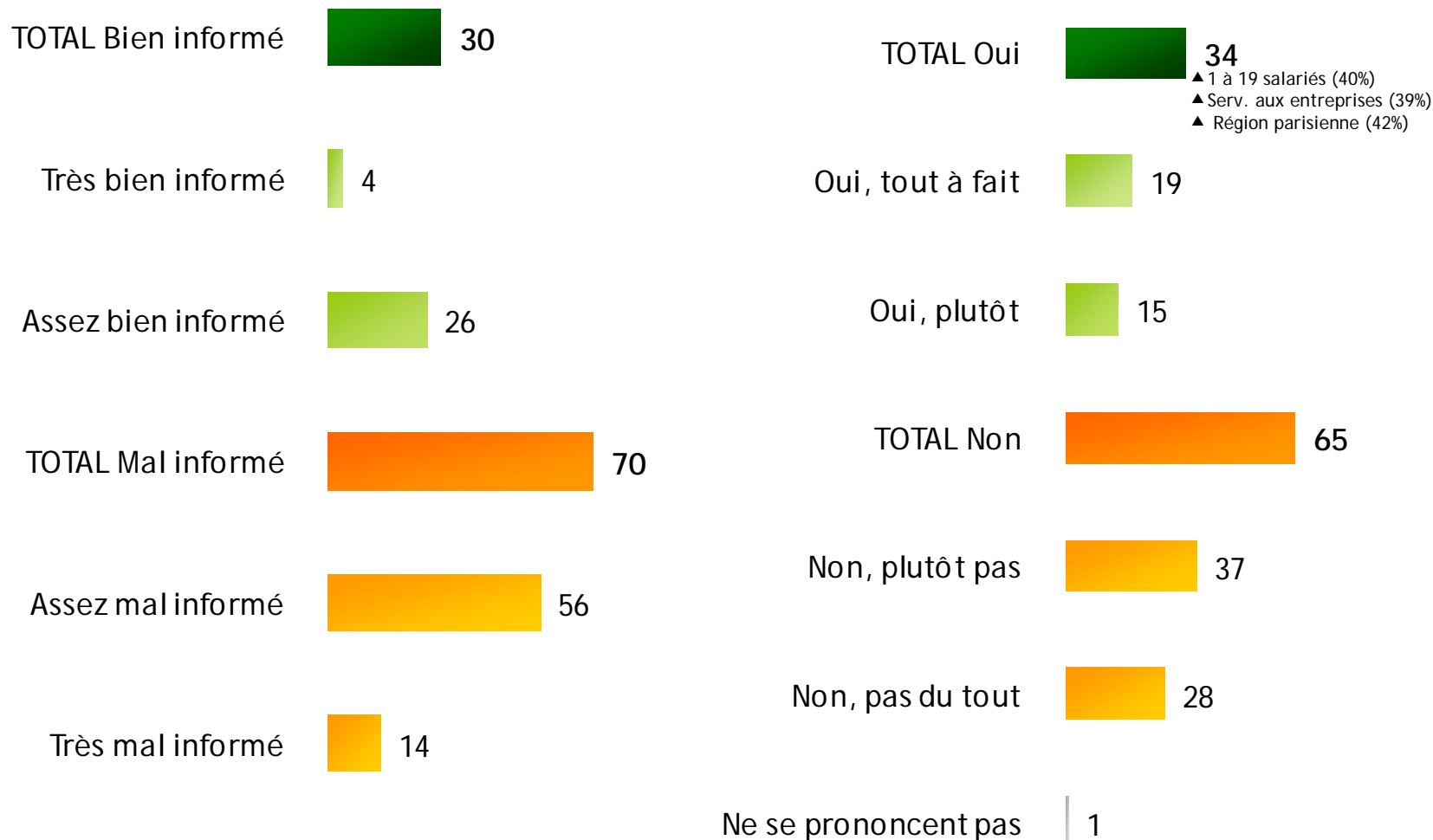
Base : ensemble des TPE

Un niveau d'information perfectible sur la réforme des collectivités locales

Question : et diriez-vous que vous êtes bien informé ou mal informé sur cette réforme ?

Question : selon vous, est-ce que Nicolas Sarkozy aurait dû aller encore plus loin dans cette réforme en supprimant l'échelon départemental, c'est-à-dire le conseil général, et en confiant toutes ses attributions au seul conseil régional ?

En % de l'ensemble des TPE



Base : ensemble des TPE

MÉTHODOLOGIE

Échantillon de 1 002 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés, interrogé par téléphone du 18 au 27 janvier 2010.

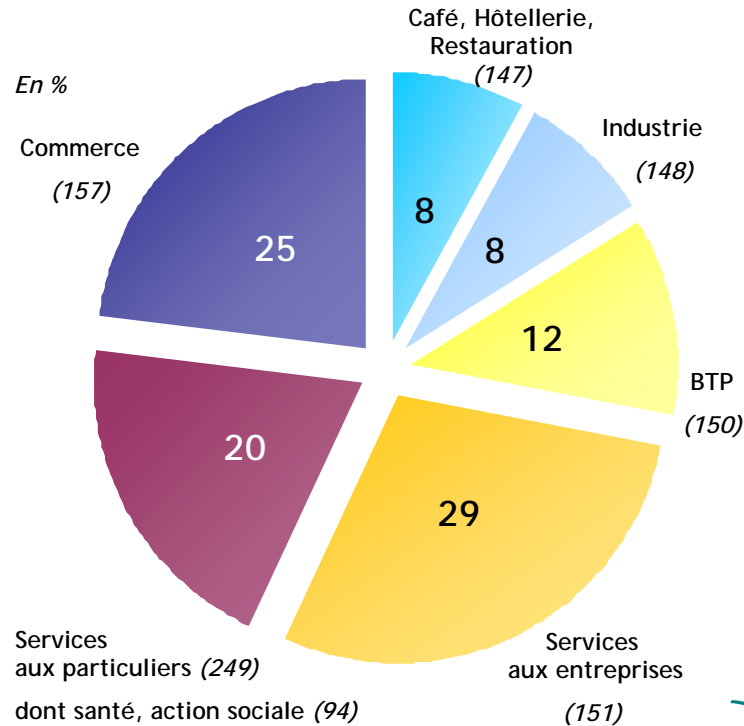
- ☺ L' échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - 🕒 le secteur d'activité de l'entreprise,
 - 🕒 la taille de l'entreprise,
 - 🕒 la région d'implantation de l'entreprise.

Des résultats nationaux représentatifs : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

ÉCHANTILLON TPE

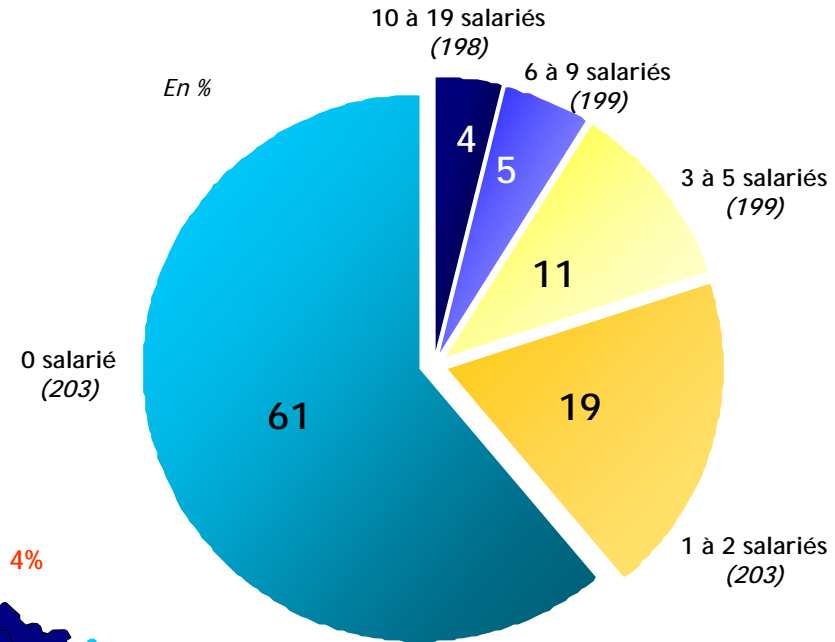
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



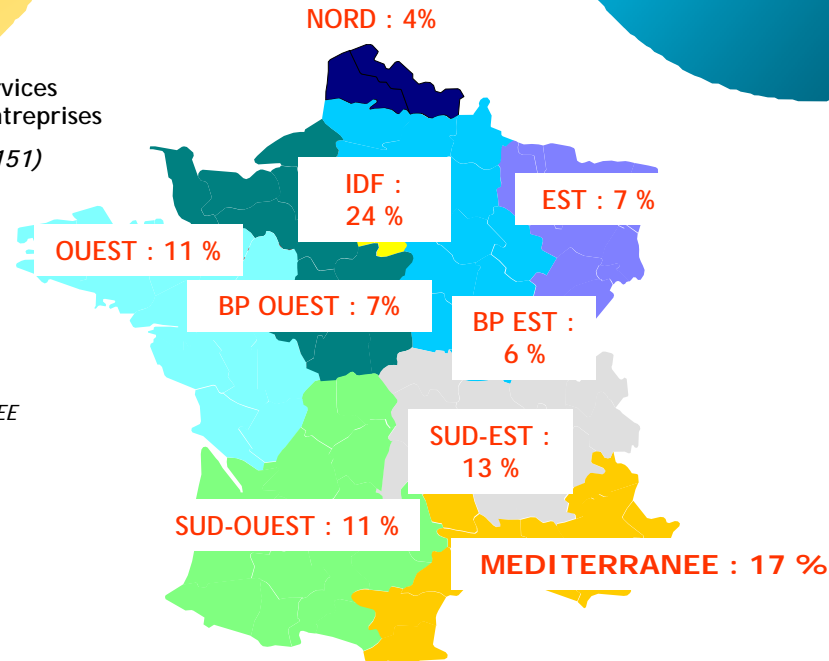
TAILLE SALARIALE

Quota : Données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : Données redressées selon les chiffres INSEE



Source :
INSEE
SIRENE
chiffres au 1^{er} janvier 2008